

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction : 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone : LANcaster 5361

L'entr'aide syndicale

L'achat des produits portant la marque syndicale par un unioniste est une des formes essentielles de cette entr'aide, une expression pratique de l'esprit de solidarité.

Il serait imprudent de se dissimuler davantage que l'entr'aide syndicale est un des facteurs essentiels de la puissance économique de nos unions ouvrières et, par voie de conséquence, de l'avenir du syndicalisme ouvrier lui-même.

Avec l'apparition du "Guide de l'Acheteur", publié sous les auspices de notre "Ligue de l'Etiquette", qui est un organisme syndical complémentaire, les adhérents unionistes ont en mains un medium d'information au moyen duquel ils pourront, en toute connaissance de cause, trouver tout ou partie des choses dont ils ont besoin, des choses fabriquées par des unionistes et portant ce qu'on est convenu d'appeler la marque syndicale. Cette marque indique donc que tels ou tels articles ou produits ont été oeuvrés par des ouvriers syndiqués rétribués au tarif syndical et dans des conditions générales qui sont inscrites au contrat de travail liant l'employeur aux employés. Ces conditions de travail prévoient, entre autres choses, que les produits fabriqués dans tel ou tel atelier syndiqué comportent des garanties d'hygiène et de qualité qui sont les caractéristiques ordinaires des accords intervenant entre patrons et ouvriers.

Ainsi, quand un ouvrier syndiqué achète ou fait acheter en son nom des marchandises quelconques, portant cette marque syndicale, il a, outre l'assurance d'en avoir pour son argent, comme on dit, la certitude qu'il consomme des choses dont le renouvellement s'imposera tôt ou tard et ce renouvellement de fabrication se traduira par un travail prolongé pour lui-même ou ceux de ses camarades syndiqués affectés à la production des denrées ou des objets fabriqués dont lui et les siens ont naturellement besoin au cours de leur existence.

Par le fait que l'ouvrier syndiqué consomme des produits qui sont le fruit du travail d'ouvriers syndiqués comme lui, il exerce en quelque sorte l'entr'aide syndicale, c'est-à-dire qu'il contribue, dans la mesure où il achète de pareils produits, à appliquer cette noble et humaine doctrine du solidarisme social sans la pratique de laquelle le syndicalisme ne serait qu'un vain mot. En effet, syndicalisme implique entr'aide et ignorer celle-ci c'est ne point comprendre les exigences les plus élémentaires de celui-là. C'est aussi, il est superflu de le souligner ici, ne pas mettre ses actes d'accord avec des convictions si souvent affichées avec ostentation à tout propos et même hors de propos.

Partant du point qu'un produit portant la marque syndicale est au moins égal en qualité et ne se débite pas à un prix supérieur à un autre produit non revêtu de cette marque, qu'on appelle aussi "étiquette", la vérité nous oblige à dire qu'un ouvrier syndiqué qui n'achète pas, quand faire se peut, des produits fabriqués par ses camarades de travail, ou ignore les devoirs attachés à sa qualité d'unioniste ou manque sciemment à son devoir si, comme il manque rarement l'occasion de le prétendre, il sait à quoi s'en tenir quant à ses obligations, morales et autres, d'ouvrier syndiqué, celui-là est un inconscient.

De nos jours, à une époque où l'unionisme est plus que jamais l'objet de l'hostilité patronale et de certaines catégories d'individus qui voudraient voir renaître le servage industriel d'antan, il est de la plus haute importance pour tous les ouvriers syndiqués de consolider leur situation économique par tous les moyens plausibles. Parmi ceux-ci, l'achat de marchandises portant la marque syndicale nous semble au premier plan de l'actualité. Et le simple fait que cela est à la portée de toutes les bourses ajoute encore à l'obligation où se trouve tout unioniste conscient de diriger tous ses achats vers les établissements commerciaux indiqués dans ce "Guide de l'Acheteur" que chaque union devrait se procurer immédiatement pour en faire la distribution à ses membres.

Il ne suffit pas, entre nous soit dit, de clamer avec emphase sa qualité d'ouvrier unioniste et de pérorer à perte de vue sur l'excellence des principes syndicaux. Il faut, en plus, traduire d'aussi belles paroles par des actes correspondants, vivre de telles idées par leur réalisation concrète à tous les tournants de l'existence, extérioriser nos principes par l'action, en un mot, exercer l'entr'aide syndicale qui reste, quoi qu'on dise, l'expression pratique par excellence de l'esprit de solidarité ouvrière.

Pierre GUIMONT.

A bâtons rompus

Un humoriste qui s'ignore.

C'est bien le révérend M.-L. Murao, chrétien japonais ayant fait ses études universitaires à Toronto. Commentant, l'autre jour, l'ignoble et banditiste agression du Japon en Chine, cet estimable monsieur a osé dire qu'une telle intervention armée n'était pas une guerre, mais un simple incident ! Il prétend aussi, avec une naïveté non moins désarmante, que le Japon tient à vivre en bons termes avec la Chine, à n'entretenir avec elle que des relations de bon voisinage et que sa petite incursion amicale au pays des Célestes n'a d'autre but que d'imposer à ces derniers, fut-ce par l'assassinat collectif, une collaboration dont le peuple chinois ne veut plus maintenant à aucun prix.

Ce n'est pas parce que le cambriolage, le vol à main armée, l'assassinat, le viol et l'incendie sont pratiqués en Chine sur une vaste échelle par les Nippons fanatisés que nous devons approuver cette agression injustifiable et chanter les vertus japonaises parce que toutes leurs atrocités commises aux dépens des Chinois l'ont été collectivement, dussions-nous, sous ce rapport, différer d'avis avec tous les révérends du monde et leurs collègues des autres sectes religieuses.

Pour nous, le crime collectif demeure le pire de tous.

A quand les élections fédérales ?

Cette question du renouvellement de la Chambre des Communes préoccupe beaucoup de monde en ce moment. On ne sait encore, au moins parmi le peuple, si des élections auront lieu cette année ou à quelle date, mais on s'y prépare de part et d'autre.

Il y aura, au moment psychologique, au plus fort de la prochaine bataille électorale, une salade de partis politiques dont les deux traditionnels, le "CCF" et deux ou trois autres groupements sans autre programme qu'une furieuse envie de s'exhiber publiquement et de poser en sauveurs de la nation par le moyen d'une démagogie plus ou moins propre ou tracassière.

Il faut, certes, sauver notre actuelle démocratie du gouffre vers lequel l'entraînent des événements qui la dépassent, mais encore conviendrait-il qu'on le fasse avec l'unique souci du véritable bien public et non pas pour créer une nouvelle dynastie argentine trop peu différente, quant au fond, de la dynastie actuelle.

Armements et chômage.

La fabrication des engins de destruction et de mort prend une importance de plus en plus grande au Canada. A Sorel, par exemple, une grosse usine de munitions, déjà nanti d'un contrat substantiel du gouvernement anglais, sera bientôt en plein rapport. Pour peu que cette industrie des armements se développe au pays, il se peut qu'elle absorbe un certain nombre de chômeurs, ce qui, au point de vue économique, est fort désirable.

Mais nous eussions préféré, et de beaucoup, que cette réduction du chômage canadien soit due à des travaux d'ordre constructif et de paix plutôt qu'à l'industrie de destruction et de guerre. D'autant plus que celle-ci pourrait avoir un caractère permanent, tandis que ceux-là ne peuvent guère prétendre qu'à un statut provisoire.

Tant il demeure vrai qu'il faut se contenter de ce qu'on a quand on ne peut avoir ce que l'on serait en droit d'exiger et d'avoir.

Où l'on confond propreté avec orgueil !

Un unioniste de notre connaissance nous racontait, l'autre jour, qu'il avait eu une altercation assez vive avec un frère de l'école que fréquente l'ainé de ses fils. La mère de celui-ci ayant l'excellente habitude de tenir ses enfants en bon état de propreté, elle voyait, entre autres choses, à ce que son fils aîné ait toujours les mains propres et soit bien peigné pour aller en classe. L'enfant, cependant, revenait toujours de l'école aussi échevelé qu'un poète en rupture de rimes. Un jour que le père venait de se mettre à table, il s'informa pourquoi son garçon avait toujours la chevelure en bataille au retour de la classe, à quoi l'intéressé répondit que c'était le frère qui le dépeignait ainsi à coups de règle sur la tête sous l'étrange prétexte qu'une chevelure soignée était un signe non équivoque d'orgueil ! En entendant cela, le père ahuri, on le serait à moins, laissa là sa soupe et s'en fut incontinent voir le frère en question à qui, en termes dépourvus de toute ambiguïté, il démontra que propreté et orgueil n'étaient pas synonymes, tout en priant le frère ignorantin et par trop pudique de ne plus perdre la tête au point d'incommoder celle de son fils.

Assez de ces excursions à nos dépens.

En dépit de la politique d'économie administrative qui s'impose un peu partout et à l'endroit de laquelle tout le monde semble d'accord, nos administrateurs, toutes catégories, manquent rarement l'occasion de faire un voyage d'agrément aux frais de la princesse, c'est-à-dire du Trésor public. C'est ainsi que nos "archevins" se sont voté une petite allocation de \$160.00 par tête pour aller faire un petit tour à New-York, avec l'Union des Municipalités, et visiter l'exposition !

Ces dépenses sont tout simplement scandaleuses en ce moment. Ou bien ces excursions officielles sont indispensables, mais alors on devrait réduire les délégations à un seul homme, ou bien elles sont superflues et dans ce cas elles n'ont pas raison d'être.

Nos édiles s'amusent assez ici à nos dépens sans que, par surcroît,

(Suite à la quatrième page)

Le thé de qualité

THÉ
"SALADA"

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

REAGISSONS SANS RETARD

Nous sommes d'accord avec ceux qui disent que les ouvriers qui se plaignent toujours, qui critiquent sans relâche leurs officiers, dépassent la mesure. Ces plaignards chroniques méritent d'être mis à leur place à l'occasion. Il serait toutefois exagéré de dire que ces "quiqueux" sont des misérables ou des bons à rien, comme on se plaint à l'affirmer en certains milieux, car c'est plutôt l'ignorance où ils sont des choses de l'union qui leur fait prendre pareille attitude. C'est ici que les officiers doivent intervenir intelligemment, rééduquer ces membres et leur rappeler leurs devoirs de solidarité professionnelle.

Cependant, on constate trop souvent que ces grincheux trouvent mal tout ce que font leurs camarades, que le succès de ceux-ci les offusquent au point qu'ils essaient de ravalier la bonne réputation d'unionistes plus intéressants qu'eux-mêmes. Mais ce qui est encore plus regrettable, c'est que ces critiques de toujours ont des imitateurs, des partisans, parfois des souteneurs attirés. Aussi nos unions ouvrières ont-elles fort à souffrir de l'action de ces défactistes syndicaux.

Pour mettre un frein salutaire à cette avalanche de critiques plus ou moins fondées, il faut que les dirigeants des unions entreprennent de suite cette rééducation de leurs membres afin de les ramener dans le bon chemin, faute de quoi c'en est fait du progrès normal de nos unions.

Quand on observe tant soit peu ces gens à critique trop facile, on s'aperçoit qu'ils ignorent jusqu'aux règlements de l'union, d'où le fait qu'ils parlent souvent "à travers leur chapeau", qu'ils se nuisent à eux-mêmes et embêtent les autres.

LE CHRONIQUEUR.

ON SE RAPPELLERA

Les ouvriers syndiqués de cette ville seront bientôt appelés à statuer sur une demande d'appui moral émanant de la jeune et vigilante union locale 200, des déposés aux tavernes.

On note une certaine anomalie, en certains cas, entre employés et patrons d'établissements où est affiché, bien en vue, le "cadre de l'union", indiquant que leur personnel est syndiqué 100%. Il arrive que des employés de ces tavernes négligent parfois de verser leur cotisation mensuelle, ce qui entraîne un certain malentendu entre l'employeur et le percepteur de l'union. Ce dernier, conscient de son devoir, fait naturellement des observations amicales au patron au cas de non-paiement de ces contributions, allant même jusqu'à menacer d'enlever le "cadre" si les employés ne se conforment pas aux règlements de l'union.

Un cas de ce genre s'est manifesté ces jours derniers dans une taverne du boulevard Saint-Laurent où les employés s'obstinaient à ne pas payer régulièrement leurs cotisations syndicales et d'où le cadre en question a été incontinent enlevé. Cet établissement ne peut donc plus être considéré comme ayant un personnel syndiqué ou, si l'on préfère, comme étant "unionisé".

UNE REPOSE LOGIQUE

Ceci découle d'un écho de la dernière séance du Conseil des Métiers et du Travail.

En réponse à une interpellation du délégué Edouard Larose, des charpentiers-menuisiers, par laquelle ce dernier demandait si les délégués d'unions affiliées au "C. I. O." pouvaient être mis en nomination comme délégué de ce Conseil à la convention du prochain Congrès de London, Ont., le président Trépanier dit qu'il avait fait son possible, depuis un an, pour empêcher que cette question soit discutée et pour maintenir la paix au sein de ce Conseil. "Attendons", dit-il, "que le Congrès ait pris une décision définitive."

LES CORDONNIERS A LA FETE DU TRAVAIL

L'union locale 249, de l'U. I. des travailleurs de la chaussure, sera de la fête du 4 septembre avec fanfare et char allégorique. C'est ce qui ressort d'une décision de l'Exécutif ratifiée à la réunion de vendredi dernier.

Il faudrait maintenant que tous les membres, sans exception aucune, soient à leur poste ce jour-là, car la Fête du Travail est le seul jour de l'année où tous les unionistes, tous, doivent montrer fièrement la puissance de leur organisation.

Pour nos cordonniers, ce serait là une bonne occasion de protester de nouveau contre l'entrée de Bata au pays. La Direction se propose d'obliger les membres à se présenter à l'heure indiquée en les avisant en ce sens, avec désignation de temps et de lieu de rendez-vous. On s'attend d'ailleurs à ce que tous les intéressés y répondent avec empressement.

M. Chs. McKercher, agent d'affaires, a soumis un intéressant rapport de son travail. Il révéla le fait qu'une fabrique de chaussure de l'union était en train de prendre les moyens d'augmenter sa production par l'introduction de chaussures spéciales, lesquelles coûteraient moins cher à produire par comparaison avec les chaussures ordinaires.

Au cours d'une entrevue avec la direction de la compagnie en question, dit M. McKercher, il aurait été démontré, paraît-il, que celle-ci se trouvait dans l'impossibilité de procurer du travail de façon permanente aux ouvriers si ceux-ci persistent à ne pas accepter un prix spécial équivalent à une réduction de paie de 20% sur le salaire actuel. Etant donné le sérieux de la situation, les ouvriers ont proposé à la compagnie une acceptation de 15% de réduction afin de l'aider dans son projet de production.

Une réunion urgente aura lieu le 30 courant pour les tailleurs de cuir en vue d'étudier une liste de prix uniforme.

La séance était présidée par le confrère Joseph Beauregard.

A LA LOGE PLACE VIGER

C'est ce soir que la Loge Place-Viger No 1086, de la Fraternité des Commis de Chemins de fer, de Navigation et de Manuteneurs de Fret, banquetera en l'honneur du 20e anniversaire de sa fondation au Club Canadien, situé 438 est, rue Sherbrooke.

Les membres sont dans l'enthousiasme, car on compte sur la présence des principaux dirigeants du syndicalisme ouvrier international à ces agapes fraternelles.

Aussi escompte-t-on un succès sans précédent.

AUX WAGONNIERS

Dans notre numéro du 19 courant, le mot "cordonniers" a été, par erreur, imprimé au lieu et place du mot "wagonniers", à propos de la participation de ceux-ci à la Fête du Travail. Cette coquille typographique ayant été vue trop tard, nous n'avons pu, par conséquent, à notre grand regret, la rectifier. Cependant, nous croyons que nos amis les wagonniers auront rectifié d'eux-mêmes cette involontaire substitution de mots et qu'ils n'y verront, de notre part, aucune intention désobligeante à leur égard.

LES BOULANGERS JUIFS APPUIENT LES SYNDIQUES

L'Union internationale des boulangers juifs de cette ville appuie avec fermeté le Syndicat catholique de la boulangerie dans ses revendications au sujet du contrat collectif de travail, dont on réclame l'extension juridique.

Dans les circonstances, cet appui de l'union internationale est un atout de toute première valeur.

CHEZ LES EMPLOYES DE LA FOURRURE

L'union locale 67, des employés de la fourrure, avait une réunion urgente lundi dernier, à l'endroit habituel, sous la présidence de Mlle Emérande Brien, assistée de Mlle Jeanne Charbonneau et Jeanne Côté, vice-présidente et secrétaire, respectivement.

Il s'agissait de refaire l'élection des membres au Conseil Conjoint. Il y aurait eu, paraît-il, des irrégularités de commissions dans la composition de cette délégation par suite du fait que certaines désignées ne possédaient pas les qualifications requises, selon la Constitution, pour occuper un poste d'officier. On procéda à la reprise des nominations et les compagnes Anita Malo, Alice Lord et Aline Charbonneau furent déclarées élues sans opposition par la présidente.

Puis Mlle Brien attira l'attention de son nombreux auditoire sur le fait que les préparatifs de la célébration de la Fête du Travail étaient presque terminés. Il s'agit maintenant que toutes les intéressées se fassent non seulement un devoir, mais aussi un honneur d'être à leur poste le 4 septembre prochain, c'est-à-dire de figurer dans les rangs de la parade, laquelle promet d'être une des plus importantes que nous ayons eues depuis cinquante ans, selon le rapport du comité d'organisation.

Les agents d'affaires W. Couturier et Harry Feldman présentèrent ensuite un rapport montrant que l'effectif des unions locales 66 et 67, des travailleurs de la fourrure, était en augmentation, ce qui fut naturellement fort apprécié par tous.

LES ASSEMBLEES

Il faut de toute nécessité que les membres des organisations ouvrières en viennent à la conclusion que l'assistance aux assemblées est d'une nécessité absolue si réellement ils veulent que leurs intérêts professionnels soient protégés efficacement.

Il est nécessaire que les enthousiastes tentent tous les efforts possibles afin de faire des membres qui n'assistent jamais ou presque aux assemblées, des apôtres des assemblées nombreuses. C'est à ce prix que les intérêts professionnels des ouvriers seront défendus avec succès; c'est à ce prix que les membres seront plus au courant des besoins pressants de l'organisation et capables de prendre les moyens d'y répondre.

Ouvriers organisés, mêlez-vous donc de vos affaires et mêlez-vous-en sérieusement.

NOUS NE VOULIONS PAS LE DIRE

En ces jours de crise, il est intéressant de noter que la détresse a rapproché un peu patrons et ouvriers, en fait plus qu'en aucun autre temps depuis l'aurore de l'ère mécanique. A cet égard, nous publions, sous toutes réserves, une circulaire qui nous tombe sous la main. Elle a pour titre: "Patrons et Ouvriers" et le président d'une compagnie importante y raconte ce qu'il en coûte de capital pour fournir du travail à un seul homme. D'après cet employeur, cette dépense courante dépasserait \$20,000.00, somme qui représenterait le placement, le coût du capital de roulement. Comme il le fait observer, cet argent vient des banques auxquelles il faut payer un intérêt. Et il note que les banques ne prêtent par leur argent, mais bien celui de leurs déposants. Viennent ensuite les placements de compagnies d'assurance. D'où viennent ceux-ci? Assurément pas des compagnies elles-mêmes, mais des détenteurs de polices, soit de la grande masse des citoyens ordinaires qui confient leur argent à ces compagnies, lesquelles ne sont, en définitive, que des agents.

L'auteur de la lettre dont nous parlons remarque que les personnes qui ont prêté de l'argent pour créer de l'emploi sont cinq fois plus nombreuses que les employés. "Ce serait évidemment une bonne chose", dit-il, "que les compagnies fassent confiance à leurs employés, leur disant sur quoi tout leur système est basé, comment il faut \$20,000.00 de capital pour fournir du travail à un seul homme! Voilà qui pourrait donner à réfléchir aux employés. "La désorganisation de l'industrie", ajoute l'auteur, "ne nuit pas, comme on pense, aux prétendus hommes

VA-T-ON FERMER LES MANUFACTURES DE CHAUSSURES?

A la suite de l'affaire "Bata", dont on a beaucoup parlé depuis quelque temps, il se pourrait que nous ayons une cessation du travail dans les 224 fabriques du pays. Cela se ferait en guise de protestation contre l'entrée au Canada des ouvriers étrangers venus avec cette industrie tchèque.

Comme cet arrêt industriel pourrait se produire plus vite qu'on ne pense, on prévoit déjà que cette grève bilatérale affecterait plus de 16,000 travailleurs de la chaussure, lesquels semblent bien déterminés à empêcher que le gouvernement fédéral permette à la compagnie Bata de s'établir définitivement au pays.

Cette suggestion a été formulée au cours d'une nombreuse assemblée des membres de l'union locale 249, de la "B. & S. W. U.", ces jours derniers, par l'Association Canadienne des Travailleurs de la Chaussure d'Ontario. Celle-ci étudie un plan de campagne, comptant naturellement sur l'appui de toutes les associations de cordonniers du Canada pour l'appliquer collectivement le même jour, à la même heure.

Au cours de la discussion sur cette question vitale, on alléguait que le fait de tenir des réunions publiques comme celles qui ont eu lieu dans le Québec serait préférable, car il faut renseigner le public à ce sujet, étant donné que les ouvriers canadiens ne veulent pas devenir les esclaves de Bata. M. Chs. McKercher a été autorisé à répondre au secrétaire Painter dans ce sens.

On a aussi rapporté que le secrétaire de l'Association des Manufacturiers de Chaussures Canadiens, M. Weaver, aurait affirmé, au cours d'une entrevue avec les officiers de l'Union, que rien n'était encore décidé par le cabinet fédéral quant à la suspension des lois de l'immigration en vue de permettre l'entrée de la firme Bata au Canada. M. Weaver aurait dit que c'était plutôt de la publicité que Bata voulait avoir pour pouvoir, avec plus de facilité, vendre des déboutures de sa compagnie aux citoyens canadiens.

On s'attend à du nouveau incessamment.

POUR LES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

Le Bureau international du Travail ne s'occupe pas seulement des travailleurs manuels. Son action s'étend également aux travailleurs intellectuels qui constituent, avec leurs nombreuses professions: ingénieurs, artistes musiciens et dramatiques, architectes, chimistes, techniciens de toutes sortes, un important contingent de masses adonnées à la production.

La Commission consultative des travailleurs intellectuels.

Pour permettre à cette catégorie de travailleurs d'exprimer leurs vœux et de faire connaître leurs points de vue, le Bureau international du Travail a créé, en 1927, une "Commission consultative des travailleurs intellectuels", où ont été appelés, auprès de représentants de son Conseil d'administration de l'Organisation internationale de Coopération intellectuelle, des organisations patronales, ceux des organisations d'intellectuels. Cette Commission a tenu de nombreuses sessions. La dernière en date a eu lieu tout récemment: les 2, 3 et 4 mai, sous la présidence de M. Stephen Valot secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes.

riches, mais plutôt à des masses d'employés qui économisent pour l'avenir en achetant des polices d'assurance, en faisant des dépôts d'épargne à la banque, en achetant des obligations."

A ces réflexions, on peut ajouter: "C'est bien ce que nous pensions, mais nous ne voulions pas le dire tout haut dans la crainte de passer, aux yeux du commun des mortels, pour d'affreux communistes!"

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

Le Monde Ouvrier est imprimé sur papier journal manufacturé par la maison E. B. Eddy & Co., dont les ouvriers sont organisés 100 pour cent.

Le chômage chez les travailleurs d'âge avancé

La gravité particulière du chômage pour les travailleurs d'âge avancé pose un problème social d'une acuité croissante sur lequel le B. I. T. a adressé un rapport aux gouvernements des Etats Membres.

En France, par exemple, on a pu constater que les chômeurs des groupes d'âge de 40 à 50 ans qui, en 1931, représentaient 28,84 pour cent du nombre total des chômeurs, en constituaient 37,80 pour cent en 1936, alors que dans la même période, la proportion des chômeurs de moins de 29 ans s'était, au contraire, abaissée de 41,68 à 26,59 pour cent. Une évaluation récente montrait que, dans la région parisienne, sur 215,000 chômeurs contrôlés, 24 pour cent avaient plus de 60 ans et 46 pour cent plus de 50 ans.

En Belgique, la proportion des personnes âgées de plus de 40 ans atteignait, en mars 1937, 53,9 pour cent parmi les chômeurs complets.

En Grande-Bretagne, en février 1938, l'indice du chômage était de 50 pour cent plus élevée dans la catégorie d'âge de 50 à 54 ans que dans celle de 30 à 34 ans.

Le handicap de l'âge

L'âge devient un facteur nettement défavorable en vue de la recherche d'un emploi, approximativement à partir de 45 ans, bien qu'il y ait, dans ce domaine, des divergences considérables entre les pays et les sexes: en Belgique et en Suisse, ce serait à partir de 50 ans; en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis d'Amérique (Michigan), à partir de 45 ans pour les hommes et de 35 ans pour les femmes. Cet âge varie, il est vrai, non seulement selon le sexe, mais aussi avec les professions. C'est ainsi qu'en Belgique, au mois de mars 1936, la proportion des chômeurs d'âge avancé était, dans les industries lourdes où les travailleurs doivent fournir un effort physique considérable, supérieure à la moyenne générale, alors qu'elle était inférieure à la moyenne dans les branches telles que l'industrie du meuble, où l'habileté et l'expérience jouent un rôle relativement plus important.

Quoi qu'il en soit, dans l'ensemble, c'est bien chez les travailleurs d'âge avancé que les cas de chômage prolongé sont beaucoup plus fréquents. En fait, d'après les études préliminaires du Bureau international du Travail, les travailleurs d'âge avancé ne sembleraient peut-être pas plus exposés que les jeunes à perdre leur emploi, mais l'ayant perdu, ils éprouvent des difficultés plus considérables à en trouver un nouveau.

Il s'agirait, dans certains cas, d'une véritable discrimination exercée contre l'embauchage des personnes d'âge mûr, et dans tous les cas, d'une préférence marquée en faveur des travailleurs plus jeunes. Pendant la crise économique mondiale qui avait engendré un chômage généralisé, on n'avait peut-être pas discerné exactement cette tendance; mais, à l'heure actuelle, alors qu'une reprise substantielle a été enregistrée, on s'aperçoit que ce sont surtout les travailleurs d'âge avancé qui demeurent en chômage.

Sans doute, au moment de la reprise, les jeunes travailleurs s'adaptent plus rapidement aux changements résultant des progrès technologiques récents, ont réussi plus facilement à trouver de nouveaux emplois.

Le rendement des travailleurs âgés

Cependant, le rapport établi par le Bureau international du Travail montre que l'on ne saurait admettre, d'une manière générale, que le rendement d'un travailleur âgé est inférieur à celui d'un travailleur plus jeune. L'expérience du premier peut, dans certaines professions, surtout dans les professions qualifiées, constituer un avantage en sa faveur. Aussi la relation entre l'âge et l'incidence du chômage se présente-t-elle différemment selon la nature des professions. Il semble que soient les plus atteints les travailleurs âgés sans qualification professionnelle et ceux dont la qualification est moins demandée par suite de changements techniques intervenus dans l'industrie. On se trouve donc, dans une certaine mesure, en face d'un problème de formation et de réadaptation professionnelle qui, pour être difficile étant donné l'âge des intéressés, n'est pas insoluble. De toute manière, il convient, laissant là les préjugés qui existent contre les travailleurs âgés, de poursuivre une politique rationnelle de recrutement fondée, d'une part, sur une étude attentive des besoins du marché de

l'emploi, d'autre part, sur les aptitudes individuelles des travailleurs aux emplois vacants.

En outre, le Bureau international du Travail s'est préoccupé du fait que certaines méthodes d'assurance privées des risques professionnels et sociaux peuvent contribuer à inciter les employeurs à refuser d'occuper des travailleurs âgés, les risquant à courtir pour eux-ci étant, d'une manière générale, plus onéreux que pour les jeunes travailleurs.

Une question urgente

Après avoir indiqué, dans son rapport, les mesures proposées ou adoptées dans divers pays pour remédier à la situation des travailleurs d'âge avancé, le B. I. T. a examiné les effets que peuvent avoir sur ce problème les changements en cours dans la composition de la population. Les pays dont les taux de natalité et de mortalité diminuent ont devant eux la certitude que la proportion des travailleurs appartenant aux groupes d'âge de 45 à 64 ans subira un accroissement sensible. Les mesures à prendre en faveur des personnes ayant dépassé l'âge moyen présenteront donc un caractère d'urgence de plus en plus prononcé.

A très longue vue, on pourrait escompter l'avènement d'une époque où la pénurie de jeunes travailleurs forcera les employeurs à faire largement appel aux travailleurs d'âge avancé, et alors le problème apparaîtrait comme portant en lui-même son propre remède. Mais, pour le présent et le proche avenir, la situation des travailleurs âgés exige une attention particulière et des résolutions énergiques et clairvoyantes.

NOS PARC PUBLICS

Ils sont, pourrait-on dire, les poumons naturels de nos centres urbains, là où la population est dense et où nos familles ouvrières ne peuvent que fort rarement s'offrir le luxe coûteux d'une week-end dans nos Laurentides et moins encore une ou deux semaines de vacances sur les bords rafraichissants de nos multiples lacs québécois.

Depuis quelque temps, il semble que notre ministère du Travail provincial ait créé ou réservé environ 19 parcs dans les limites de notre métropole. Le principal de ces nouveaux parcs est situé au Bout-de-l'Isle. Il renferme un chalet qui pourra recevoir 150 pensionnaires par semaine et de la verdure à profusion. Autour du marché de Maisonneuve, on procède aussi à la création d'un grand terrain d'amusement avec piscine où des centaines d'enfants d'ouvriers pourront s'ébattre durant les chaleurs. Il en est de même du carré Dufferin, jusqu'à présent abandonné à lui-même, mais où il y aura bientôt une piscine et beaucoup de verdure. Le parc Atwater a également été transformé de façon remarquable. D'autres parcs ont aussi été créés ou embellis à Saint-Henri, à Verdun et à Notre-Dame-de-Grâce sous les auspices du ministère du Travail.

Ajoutons que dans tous ces travaux de rénovation de nos parcs, qui sont des travaux de réelle utilité publique, 90% des frais encourus sont allés en salaires versés à nos chômeurs.

Félicitons qui de droit de ces "humaines" entreprises, car elles méritent qu'on s'y arrête, ne fut-ce que pour souligner leur importance au point de vue salubrité publique, indépendamment de leur valeur économique propre, c'est-à-dire du fait qu'elles impliquent des distributions de salaires plus ou moins considérables.

C'est par les temps qui courent, étant donnée la pénurie financière de la plupart de nos foyers ouvriers, ce qu'on peut appeler joindre l'utile à l'agréable, surtout pour nos enfants, ainsi soustraits, dans une assez large mesure, aux dangers de la rue.

P. GUIMONT.

POLITESSE

Le professeur vient d'écrire sur le tableau noir: "Le cheval et la vache est dans l'écurie."

—Maintenant, dit-il, en s'adressant à un petit garçon, où est la faute dans cette phrase?

—Monsieur, vous auriez dû écrire: "La vache et le cheval est dans l'écurie."

—Pourquoi?

—Parce qu'on doit nommer les dames avant les messieurs.

—.....!!!

LA JEUNESSE ET L'EDUCATION OUVRIERE

Le Comité syndical international pour la Jeunesse et l'Education ouvrière s'est réuni à Zurich, le 9 juillet 1939, sous la présidence du camarade Stolz, secrétaire-adjoint de la Fédération Syndicale Internationale. Etaient présents: Bondas (Belgique), Elviñ (Grande-Bretagne), E. Jensen (Danemark), Van der Lende (Pays-Bas), Zdanowski (Pologne) et Zoratti, pour le Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement.

A l'ouverture de la séance, le camarade Stolz évoqua le souvenir du camarade Kurt Lowenstein qui servit si activement le mouvement d'éducation de la jeunesse ouvrière, et l'assistance honora sa mémoire. Le président signala aussi que cette séance était la première à laquelle aucun représentant de la Tchécoslovaquie prenait part. Puis il salua le camarade Zdanowski, représentant de la Pologne.

Un ordre du jour très important avait été soumis au Comité par le Bureau de la Fédération Syndicale Internationale. Ainsi que le fait déjà depuis des années le secrétariat de la FSI, une enquête doit être faite sur la situation du mouvement syndical de la jeunesse. Le questionnaire existant fut adapté aux besoins des différents pays et approuvé après un examen consciencieux. Une investigation relative au chômage des jeunes fut également amorcée, et les deux projets seront soumis pour exécution au Bureau de la Fédération syndicale Internationale.

Le texte de l'Enquête sur les conditions de travail et de salaire des jeunes marins, qui est le résultat d'une investigation à la quelle procéda le secrétariat de la FSI, fut adopté avec satisfaction.

Après une discussion approfondie, la question du service du travail fut reportée à une date ultérieure; après un nouvel examen, elle sera représentée aux membres avant la prochaine session.

La question de l'organisation des loisirs occupa une partie importante de la séance. Le camarade Stolz donna connaissance d'un rapport sur les démarches faites par le Secrétariat, pour mettre en garde la publicité anglaise et suédoise contre le Congrès mondial "Travail et Joie", projeté pour 1940 à Stockholm, par les organisations fascistes. Bonne note fut également prise des démarches du membre anglais Elvin, et des propositions furent adoptées dans ce sens.

Le Comité fut encore informé des résultats de coordination de l'activité des bureaux de voyages ouvriers, coordination qui fut obtenue lors de la séance qui s'est tenue le 24 mai, sous l'égide de la Fédération Syndicale Internationale. A cette séance avaient pris part les bureaux de voyages ouvriers de la Belgique, Grande-Bretagne, France et Hollande, qui parvinrent à réaliser l'unité de leur collaboration.

LE LABORATOIRE DES MINES DU QUEBEC

Le Service des Mines de Québec maintient trois laboratoires à la disposition de l'industrie minière, à Québec, Montréal et Thetford Mines. Au cours de l'année financière se terminant le 30 juin 1939 le laboratoire de Québec fit 14.443 déterminations distinctes; les analyses ont démontré que sur les 11,679 échantillons reçus, 10,746 contenaient de l'or et de l'argent. A Montréal il y eut 3,891 déterminations et sur les 2,556 échantillons analysés, 2,372 contenaient de l'or et de l'argent. A Thetford, on fait des épreuves pour déterminer la qualité des fibres d'amiant.

Le laboratoire de Québec, à lui seul, a adressé 2,000 lettres à différents prospecteurs pour leur donner la valeur de leurs échantillons et les possibilités de leurs claims. En plus il fournit nombre de renseignements oraux et de directives à ceux qui se présentent au Bureau.

Dès leur réception, les échantillons reçoivent chacun un numéro et ils sont envoyés au laboratoire où on procède immédiatement à l'analyse. Si les échantillons contiennent de l'or et de l'argent, le prospecteur en est avisé dans les 24 heures à partir de la réception de l'échantillon. Il est un peu plus long de déterminer les autres minéraux, mais on expédie les résultats d'analyse le jour même où ils sont connus. Ce service prompt est très important pour le prospecteur.

Par l'analyse de ces échantillons, on a obtenu des renseignements très intéressants au sujet des ressources minérales de la Province. Au cours de l'année le labo-

LABOR DIRECTORY INDEX DES UNIONS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième Jeddis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Lagacheville Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2503; secrétaire-correspondant — corresponding secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 146; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders' Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec. Sec., A. F. Ricard; Sec. Treasurer, James Phillip, Room 103, 686 Notre Dame West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Arduin, Jos. Desjardins, H. D. Léonard. Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No. 146. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles C. Otu, 2058, rue St-Antoine, Tél. F.I. 4227; secrétaire-trésorier, Chas. E. Chalfour, 7430, Christophe-Colomb, tél DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNIOY No. 176—Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Ave., Verdun; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 5 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE. — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—Président, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefevre; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8 hr, du soir au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11. Pierre Lefevre, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e Jeddis de chaque mois, au Monument National, chambre 10. Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10. Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e Jeddis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Saiter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1300, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les lundis, à 159-1e Avenue, Lachine. Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

U. L. 1558, s'assemble tous les lundis, à 1651, rue Létourneau. Charles Thibault, secrétaire, 2611 rue Bourbonnière.

HYGIENE ELECTORALE

La rééducation civique de l'électeur est la condition essentielle des bonnes moeurs électorales. — Le coût excessif d'une élection implique une hygiène électorale déficiente et des élus concussionnaires.

Notre démocratie canadienne, pour ne rien dire des autres, manque décidément de pudeur électorale. Dans notre bonne vieille province de Québec, qui fait encore partie, croyons-nous, du Dominion, les moeurs électorales ne sont guère plus propres, de nos jours, qu'elles pouvaient l'être avant-guerre ou, plus précisément, au siècle dernier, de spiritueuse mémoire. Cela dénote, à n'en pas douter, une moralité générale plutôt équivoque et qui ne fait pas honneur, tant s'en faut, à tous ceux, quels qu'ils soient, qui s'arrogent le droit de régenter notre conduite et de nous imposer une morale caricaturesque dont on peut, aujourd'hui, juger de la valeur intrinsèque par les résultats négatifs qu'elle donne, tant au point de vue politico-économique qu'à bien d'autres égards.

Les électeurs, envisagés dans leur ensemble, manquent de culture civique et sont, par cela même, indifférents envers ce qu'on est convenu d'appeler la chose publique. Pour certains, une élection : municipale, provinciale ou fédérale, est moins une sérieuse application du suffrage universel qu'une farce périodique où l'argent joue un rôle de premier plan. Pour d'autres gens, une élection est une occasion de publicité personnelle pour des bavards publics dont la grandeur est en raison directe de la petitesse de compréhension de leur auditoire. Mais elle demeure aussi, pour une certaine catégorie de citoyens, chose éminemment sérieuse et louable en soi parce qu'elle symbolise, à leurs yeux, cette garantie de liberté démocratique qu'on s'efforce d'étouffer, aujourd'hui, dans les milieux crétinistes, sous prétexte qu'elle est superflue, embarrassante et qu'elle paralyse les rouages déjà énervés de l'administration publique.

Ce reproche, entre nous soit dit, est en partie justifié. Il est vrai que, d'une manière générale, nous ne faisons pas l'usage qu'il faudrait de la liberté individuelle dont nous jouissons, si relative soit-elle, surtout en période électorale. Cela tient à ce que notre éducation a été négligée, soit par ignorance de nos éducateurs ou, à dessein, par les inspirateurs de nos programmes d'enseignement, et que, dépourvus de civisme, on croit bon de laisser à d'autres, plus qualifiés que nous (?), le soin de politiquer tout à leur aise et de faire de l'électoratisme actif sur le plan professionnel.

Il résulte de cette déplorable situation que nos élections sont, plus souvent qu'à leur tour, des concours de laideur morale où c'est le mieux pourvu en "piasses" qui remporte les honneurs de la journée, si l'on peut dire. Dans ces conditions, tout peut arriver et tout arrive, en fait. Les uns s'occupent d'élection parce que "ça paie" et les autres s'en désintéressent parce que ça les dégoûte. Les paresseux, le jour du scrutin, demandent qu'on les voite au bureau de vote, ce qui est fait. Les malins prétendent à une grosse influence personnelle sur leur entourage et se font d'ordinaire payer, en bel argent, une puissance de persuasion qui n'existe, en somme, que dans leur cupide imagination.

En tout ceci, ce sont les organisateurs électoraux qui sont les grands coupables. Ce sont eux, tireurs de ficelles s'il en fut jamais, qui établissent la "cabale", dressent une publicité tapageuse et, mystérieusement, élaborent la "télégraphie électorale", c'est-à-dire l'appareil aussi répandu qu'illégal par quoi de braves gens, payés tant par cadavre, auxquels ils prêtent volontiers un avis politique, votent pour des décédés, dont ils n'ont, et pour cause, jamais connu les opinions politiques. Cette sollicitude étrange pour des électeurs qui ne sont plus de ce monde est pratiquée au Canada, et en particulier en notre province de Québec, par nos deux grands partis traditionnels. On dit, pour s'en justifier, comme s'il était possible de justifier pareille attitude, que cela n'incommode pas ceux au nom de qui l'on vote et que cela est profitable aux candidats de même qu'aux "télégraphistes électoraux", professionnels et amateurs. C'est ainsi que des gens votent plus après leur mort qu'ils l'eussent fait de leur vivant !

L'argent joue un rôle par trop prépondérant dans nos élections et l'éducation civique du grand public demeure par trop négligée pour que nous jouissions de quelque mesure d'hygiène électorale. Et des élections qui coûtent cher sont aptes à produire des élus concussionnaires et des combinards politiques qui, s'ils en arrivent à faire de ces opérations des choses de grande envergure, pourront prétendre un jour à l'honorabilisation officielle et, plus tard, à une niche au temple de la postérité !

Il faudrait rendre le vote aussi obligatoire que possible, réduire à leur plus simple expression les possibilités de dépenses des candidats ainsi que le prix de revient des élections au Trésor public. L'usage de la radio, par exemple, pourrait ainsi avantageusement remplacer les réunions publiques qui sont trop souvent de grotesques exhibitions de mauvaise foi. Mais il importe surtout de rééduquer le public dont le sens civique est quasi absent en période électorale et ne vaut guère mieux avant ou après les consultations électorales.

Comment peut-on espérer jamais un régime politique et économique honnête aux mains de politiciens qui sont les produits et les sous-produits d'un électoratisme corrompu ?

Poser la question, c'est probablement y répondre.

Pierre DESMARAIS.

DUREE DU TRAVAIL

Le VIII^e Congrès international, réuni à Zurich en juillet 1939, à l'égard du problème de la réduction du temps de travail, prend acte de la décision de la dernière conférence internationale du Travail, ajournant, pour des raisons de circonstance, l'examen du projet tendant à réduire la durée de la semaine du travail.

Il observe que la question reste ainsi ouverte, et qu'il conviendra, dès que les éléments le permettront, de la reprendre au point où elle demeure pour lui donner la juste solution attendue des travailleurs et commandée par des raisons économi-

ques et sociales particulièrement puissantes.

Il invite les divers mouvements syndicaux nationaux à être attentifs au déroulement des événements en vue d'être à même d'exercer sur leurs gouvernements respectifs, au moment opportun, les pressions nécessaires pour que le problème soit réinscrit à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail.

Le Congrès demande en outre aux divers mouvements nationaux syndicaux de maintenir les efforts qu'ils ont jusqu'ici déployés pour réaliser, dans le cadre de leurs pays respectifs, de substantielles améliorations au régime de la durée du travail ou pour sauvegarder aux maximum ce qu'ils ont déjà réalisé dans ce domaine.

A BATONS ROMPUS

(Suite de la première page)

ils s'octroient un supplément de numéraire pour aller se gondoler à l'étranger sans que nous ayons autre chose à y gagner que de lire leurs exploits oratoires dans nos grands journaux d'information. Quant à leurs autres exploits, le mieux est de n'en pas parler !

Ces unions de compagnies.

On sait que la "Bethlehem Steel Company" est une grosse entreprise métallurgique américaine. Etant donnée son importance, ses directeurs ont cru se permettre d'organiser des "unions de compagnie" en dix de leurs usines, en contravention avec les règlements du "Labor Relations Board" et du "Wagner Act".

Ces unions ouvrières, entièrement sous le contrôle de la compagnie, d'où leur appellation, ne sont qu'un vulgaire camouflage d'oppression industrielle. Aussi la "Bethlehem" vient-elle d'être priée par l'autorité établie de dissoudre cette caricature de syndicats ouvriers, simples instruments de la volonté patronale.

C'est là une victoire ouvrière qu'il était bon de noter.

La question du chômage est-elle soluble ?

À Montréal, contrairement à nos espérances, on dépensera \$61,060.00 de plus en septembre qu'en août pour les allocations de chômage. Cela veut dire, ou nous n'y entendons rien, que le nombre de nos chômeurs croît et non pas diminue, comme on cherche à nous le faire croire.

Cette situation est plus grave qu'elle ne le paraît au commun des mortels. En effet, alors qu'on s'efforce de réduire le chômage par tout le pays, en apparence tout au moins, ledit chômage paraît avoir la vie aussi dure que jamais. Quelle conclusion faut-il en tirer ? Doit-on supposer que nos classes dirigeantes sont impuissantes en face du chômage massif ou bien que les multiples problèmes qui en découlent sont réellement insolubles ?

Nous serions plutôt portés à penser que nos dirigeants n'osent pas prendre les mesures nécessaires pour enrayer le chômage dans la crainte de porter une atteinte trop profonde au régime économique sous lequel ils opèrent la direction gouvernementale.

L'élément féminin au gouvernement.

On prétend, en certains milieux, que les affaires du pays marcheraient un peu mieux, pour ne pas dire plus, s'il y avait un certain nombre de femmes parmi nos dirigeants, politiques et autres.

Il n'est pas du tout certain que ces dames, en l'état actuel des choses, puissent opérer des miracles dans l'administration de la chose publique au Canada, mais on peut supposer, sinon croire, qu'advenant sa participation au pouvoir dans une certaine mesure, notre élément féminin, à moins de le faire exprès, ne pourrait faire plus mal que l'élément masculin, étant donné l'expérience et les états de service de celui-ci.

Certes, notre gouvernement a besoin d'une transfusion de sang nouveau, mais ce qui manque le plus en hauts lieux, semble-t-il, c'est une compréhension rationnelle et humaine des besoins économiques de notre époque.

Ne généralisons pas.

Il y a quelque temps la ville de Seattle, de l'ouest américain, était le théâtre d'une convention internationale des Chevaliers de Colomb. L'un des congressistes, Joseph Scott, avocat de Los Angeles, déclara tout crument qu'une des plus dangereuses formes du préjugé de race était l'antisémitisme. "La race juive", dit-il, "n'est pas responsable, comme race, de l'inconduite de certaines de ses individualités, pas plus que nous, catholiques, ne saurions être blâmés parce que Hitler et Goebbels ont été tous deux baptisés catholiques à leur naissance."

Voilà des paroles que nos Chevaliers de Colomb canadiens, surtout ceux d'entre eux qui font du racisme, feraient bien de méditer. Une race, en effet, ne peut être méprisée globalement parce que certains de ses membres se comportent de façon équivoque.

Une diplomatie réactionnaire et défaitiste.

C'est ce qui, en apparence tout au moins, paralyse la France depuis un certain nombre d'années. Cette diplomatie compte surtout dans ses rangs des hommes à mentalité attardée, c'est-à-dire des aristocrates et des ploutocrates. Témoin cet André François-Poncet, ambassadeur de la République Française à Rome, qui fait partie des "200" familles, passe pour être un "Maître de Forges" et paraît être étroitement lié avec tout ce que Marianne compte de marchands de canons, d'industriels de la mort subite. Et il n'est probablement pas le seul de son genre parmi cette gent équivoque d'espions officiels.

Ces diplomates, ayant généralement de gros intérêts personnels à sauvegarder, on peut supposer qu'ils ont le coeur du côté de leur portemonnaie, que leur républicanisme officiel n'a rien de commun, ou si peu, avec le républicanisme tout court, et que leur sentimentalité d'"arrivés" les porte plutôt vers le capitalisme dictatorial italien ou allemand que vers un régime d'économie simplement humaine.

Ceux qui y vont et ceux qui en reviennent.

De temps à autre, nous sommes informés que des groupes de colons sont expédiés dans la région de l'Abitibi ou ailleurs, mais le plus souvent dans l'Abitibi. Ensuite, on n'en entend guère plus parler. Cependant, parmi ces colons, envoyés au loin pour décongestionner nos grands centres urbains, il en est plus qu'on ne pense qui en reviennent, franchement dégoûtés de leur aventure. La plupart de ces retours du front agricole n'étaient pas assez préparés à cette dure existence du cultivateur-pionnier et, d'autre part, il semble que les autorités ne prendraient pas toutes les mesures voulues pour rendre supportables, sinon attrayants, ces retours à la terre.

Il ne suffit pas, en effet, de coloniser à la légère nos immensités non encore peuplées. Il faut aussi, aux débuts tout au moins, garantir à nos colons une sécurité de vie et un minimum de confort suffisants. La forte proportion des gens qui abandonnent cette expérience colonisatrice après l'avoir tentée de bonne foi tendrait à prouver que les autorités manquent de sollicitude à leur égard, eux qui, pourtant, en ont tant besoin à ce moment-là.

INTERIM.

MEN IN PUBLIC LIFE

Office a Serious Responsibility. We Should Criticize Constructively.

By BERNARD ROSE.

Men in public life, be it Federal, Provincial, or Municipal, have for the past five years been subjected to a veritable bombardment of criticism. Political rivals, a fault finding press, and loud mouthed agitators have ridiculed and bitterly attacked the men who were chosen to represent their fellow citizens in municipal, provincial and federal assemblies. No one would dare accuse the men who make up our provincial and federal parliaments of not wishing to do all they can to please their constituents! Unfortunately, because of conditions at home and abroad, they cannot deal with the local situation as effectively as they could if the depression had been overcome, and the principal European nations engaged in the work of peace instead of spending their substance to prepare for war.

We are apt to forget the tremendous strain imposed upon our public men because of conditions and a situation for which they are not in the slightest degree to blame. Ordinarily, men in public life are anxious to meet their constituents' needs and wishes along practical lines.

When the major part of a deliberative assembly's activities is taken up with discussing relief and readiness for war, very little of a practical nature can be done to promote the general welfare socially, culturally, and economically.

Notwithstanding the many difficulties that must be adjusted in order to keep the ship of state on an even keel, irresponsible reactionaries and radicals arouse the populace by attacks upon devoted public men and the parties they lead.

To please one's supporters, colleagues, and the public, is a job sufficiently trying to tax the patience and temper of a saint. One is often tempted to ask how our public men, particularly those who have ministerial responsibility, stand it as long and as well as they do.

The head of the Government, and the leaders of the Opposition, must be ready to answer hundreds of questions, and give scores of decisions. They certainly do not think and plan in terms of personal profit. They are not in business. Their chief desire is to serve the people to the best of their ability. They suffer political fools gladly, but occasionally resent totally uncalled for criticism. They may enjoy a measure of prominence and distinction that office or leadership gives but they more than merit it. It should be emphasized that the leaders of the major parties were chosen by the majority of delegates in convention assembled. They cannot and do not exercise autocratic powers. The goodwill of their fellow citizens they regard as a valuable asset. They are bound by laws and constitutional practices. Those who impudently criticize them ignore the limitations placed upon leaders and governments.

The Minister of Finance must budget in conformity with usage and the ability of the taxpayer to meet the fiscal obligations imposed upon him by the principal and subordinate governments.

The new reformers and old agitators airily dismiss all questions of finance. All they ask for is power. Once they get it, all will be well. They neglect to mention that in the last as well as the first resort it is the people that pay in money or labor.

Several of Canada's ablest public men became seriously ill because of strain, responsibility, and excessive labor. They did not work union hours! Perhaps if they did they would not have broken down. Their one thought was the welfare of their fellow citizens. Their conscientiousness and devotion to duty was such, that they counted not the physical or mental cost. Yet, there are critics of very mediocre abilities, who have never accomplished anything in their lives, who denounce the Government and its members for not immediately solving the many serious problems confronting them.

The very lovable and kind hearted Minister of Finance in the Dominion Cabinet labored until his health gave way. He is certainly a casualty of the times if there ever was one. He did not spare himself in the task that he assumed. Could anyone more patriotically serve his country than he did? When we compare the responsibility of a Minister of Finance in these times with even that of the most outstanding industrial or commercial executive we appreciate the tremendous burden he carries.

We recently deplored the untimely death of an able and hard working colleague of the Prime Minister in the person of the Hon. Fernand Rinfret.

The Ministers of Labor, Justice, Transport and their colleagues do not spare themselves in spite of the warnings of their devoted families and friends. It thus becomes gratuitously offensive to scold or blame the leaders of governments for not promptly complying with the ill conceived demands of individuals and groups, who have no experience, and less wisdom, when it comes to dealing with questions and problems that directly and intimately affect the everyday life of the people. I will not go so far as to say that all experience and ability is contained in our Dominion and Provincial Governments, but I have no hesitation in saying: they are the peers and superiors in knowledge and judgment of their critics. The latter are eloquent in expounding their pet theories regardless of their applicability. We are certainly not prepared to welcome as a remedy for our ills the system of Comrade Stalin, the dictatorship of Hitler, or the corporatism of Mussolini. Any one of these three types of regimentation should be anathema to the liberty loving Canadian, even though for the time being his only capital is the hope of better things to come. It is far more sensible for those who disagree with the programmes and policies of parties to reform from the inside rather than undermine from the outside and thus encourage, not only the politically immature citizen, but the disciples, paid and otherwise of the totalitarian and corporatist dictators. The party system, such as we know it, may not be perfect, but it is a thousand times to be preferred to what is offered us by the perambulating political philanthropists who so love the people, that they will gladly sacrifice themselves by accepting leadership and office. Methinks, that Hitler, Stalin, and Mussolini were equally generous!

If criticize we must, (and criticism is both legal and necessary), let us do it in a constructive way by suggesting to our leaders, the changes that should be made to help deserving citizens and promote national welfare.

Let us at all times be conscious of, and appreciative of, the services of our public men. This equally applies to the leaders of the unions who give, so generously of their time and ability to help the toilers.

EN ALLEMAGNE

Terrorisation ouvrière et tension sociale.

"Afin de calmer les ouvriers occupés aux travaux de fortifications de l'ouest, on vient de faire d'importantes concessions. Depuis trois semaines les ouvriers reçoivent chaque jour, de la cuisine roulante, deux repas complets sur le lieu même de leur travail, au lieu d'une seule assiettée de soupe comme auparavant. Le prix du repas a été diminué. Chacun a droit à un congé de deux à trois semaines dans son foyer. Les femmes allemandes ont également le droit d'aller voir leur mari qui travaillait aux fortifications. Elles obtiennent une réduction sur le prix du chemin de fer, et le Front du Travail (DAF) les héberge gratuitement. On prête à la DAF l'intention de se décharger de cette obligation sur les populations frontalières."

* * *

"Il y a quelques semaines, chaque mineur a pu se procurer un petit porc au prix moyen de 20 marks, payable par mensualités de 5 marks retenues sur le salaire. Cette retenue n'est pas effectuée sur les acomptes hebdomadaires, mais sur les règlements de comptes mensuels. Depuis la même époque, les mineurs sarrois reçoivent aussi chaque semaine, de la direction de la mine, un kg de lard et un kg de saindoux à prix réduit (comme pendant la guerre). On essaie certainement par ce moyen d'augmenter le rendement des mineurs."

* * *

"Dans toutes les entreprises et ateliers, on recherche les ouvriers mineurs, et l'on embauche tous les ouvriers qui ont déjà travaillé un an dans une mine. On veut absolument augmenter les effectifs. La production a certainement augmenté ces temps derniers, par suite des nouvelles dispositions prises et de la cessation de tous travaux accessoires. En général, les prestations personnelles n'ont pas augmenté, mais cette nouvelle méthode pour augmenter les prestations aura certainement des effets désastreux sur la santé et la sécurité des ouvriers mineurs."

* * *

"Ce n'est pas l'administration de la mine qui supporte les frais pour l'achat des porceaux et la livraison de lard et de saindoux à prix réduit: ces frais sont supportés par la DAF. En réalité, tous ces achats sont payés par les travailleurs sur le montant de leurs cotisations au DAF."

* * *

"Les ouvriers d'un grand nombre d'usines d'armements ont présenté à la direction de l'entreprise, par l'intermédiaire de leurs hommes de confiance, des propositions concernant la fourniture de lard et de saindoux à meilleur marché, comme on le fait pour les mineurs. Jusqu'à

présent ces propositions n'ont obtenu aucun résultat. Il est intéressant de noter que le lard et le saindoux sont de provenance étrangère et doivent être payés avec des devises."

* * *

"Les usines Mannesmann, à Bous, et la verrerie de St-Ingbert licencient du personnel. La marche des affaires est ralentie, et les commandes d'Angleterre font particulièrement défaut."

* * *

"Les ouvriers d'une grande entreprise de l'Allemagne occidentale devaient faire des heures supplémentaires pour travailler aux fortifications de l'ouest. Ils réclamaient le paiement d'heures supplémentaires, mais cela leur fut refusé par la direction de l'entreprise. Les ouvriers ne voulurent pas céder, et de vives discussions eurent lieu. La direction fit appel à la police, qui arrêta sept ouvriers considérés comme meneurs. Ces ouvriers n'ont pas encore été remis en liberté."

* * *

"Les jeunes employés ou ouvrières doivent, à partir de 21 ans, payer l'impôt des célibataires. Cet impôt est retenu sur leur salaire. Pour en être exonérées, elles doivent présenter à leur patron leur certificat de mariage."

* * *

"Le groupement minier de la Sarre essaie de faire perdre aux retraités sarrois les avantages auxquels ils ont droit. De même que les mineurs, ils reçoivent une certaine quantité de charbon gratuit. On demande aux retraités habitant la Lorraine, et ils sont assez nombreux, une somme de 18 marks pour le transport de ce charbon; jusqu'à présent ce transport était effectué gratuitement."

* * *

"Dans les ateliers des compagnies de chemin de fer, le travail est à plein rendement. On ne parvient pas à effectuer toutes les réparations. La forte pénurie du matériel retarde et entrave encore les travaux de réparation. On a dû introduire la journée de dix heures."

* * *

"Afin de parer au manque de main-d'oeuvre, on a installé des ateliers pour les retraités, ainsi que pour les invalides et les vieux travailleurs. On doit aussi tenir compte de la circonstance que les travailleurs âgés ou invalides ne reçoivent pas le salaire normal. En conséquence, ils sont séparés des autres ouvriers et travaillent dans des locaux spéciaux. La remise au travail des retraités se pratique partout, même dans les administrations et les écoles. Les intéressés craignent que la pension leur soit déduite si leur salaire est supérieur à cette pension."

LE SERIEUX ET LE SOIN DES TRAVAUX DU B. I. T.

La *National Insurance Gazette* de Grande-Bretagne, dans un article de fond, du 24 février déclare:

Bien que la S. des N. comme entreprise politique ait fait faillite, sa filiale, le B. I. T., continue à prospérer. Le Bureau a grandement œuvré pour améliorer le sort des travailleurs du monde en effectuant des recherches scientifiques sur les questions qui les concernent, en encourageant dans beaucoup de pays l'adoption d'une législation sociale à leur bénéfice et, surtout, en permettant aux représentants des gouvernements, des patrons et des ouvriers de se réunir pour examiner, dans un amical esprit de collaboration, les problèmes qui les intéressent en commun...

Récemment, le Bureau international du Travail a publié une magnifique étude sur "L'Organisation économique des prestations médicales et pharmaceutiques

dans l'assurance-maladie". Il s'agit d'un ouvrage dont la préparation a sûrement nécessité plusieurs années de recherches approfondies et qui est d'un intérêt puissant, sur tout si on le lit en se reportant à nos propres rapports.

Cé volume offre un exemple typique du sérieux et du soin que le Bureau international du Travail apporte à l'exécution de ses travaux. Notre vœu le plus ardent est que le B. I. T. puisse continuer longtemps à prospérer; c'est peut-être grâce à lui et grâce aux efforts de tous les peuples que les nations s'uniront pour assurer la paix du monde.

PEU IMPRESSIONNÉE.

La petite Dolly vient juste de revenir de sa première journée de classe. Sa mère s'informe:

— Eh bien, ma chérie, que t'a-t-on enseigné à l'école?

— Peu de choses, maman, répondit l'enfant, car il faut que j'y retourne demain. —!!!

Les Seuls Buandiers et Fournisseurs de Linge Blanc qui soient de l'Union à Montréal

The Only Union Laundry and Supply Services in Montreal

IMPERIAL SUPPLY CO.

excellent service de blanchissage et lavage de famille à prix modérés.

Superior Laundry Service and Family Washing at Popular Prices

Téléphonez CHerrier 7603-6155
1471, RUE PARTHENAIS

Call CHERrier 7603-6155
1471 PARTHENAIS STREET

Can We Solve Our Problems ?

The Views of the American Minister to Canada.

By BERNARD ROSE.

Can we solve our problems ?

We undoubtedly can and should, in the opinion of the Hon. Daniel C. Roper, Minister of the United States to Canada.

No problem of an economic, social, or political nature is insoluble. The solution can be found providing individuals and governments constructively co-operate.

What has been accomplished by earnest and sincere workers in many fields of research, demonstrates man's capacity to overcome what were initially regarded as insurmountable obstacles. It is the spirit of the pioneer who, determined to succeed, pushes ahead.

Along scientific lines we have made marvellous progress. Nature has been harnessed to man's needs. The impossible became the practical almost overnight. It is unnecessary to recite or enumerate the achievements of the present and latter part of the preceding century.

Mankind has advanced beyond the most visionary dreams and high hopes of our immediate ancestors. Our progress and advance has not, however, been an unmixed blessing. The fruits of human foresight, ingenuity, and organization have been frequently perverted to base uses.

Millions — nay, billions of dollars have been and are being expended in fashioning war equipment.

Thousands of men have been taken from productive industry. Guns and airships are regarded as being of more importance and urgency than houses and the fuller satisfaction of human wants.

Following the late war we fondly hoped we would enjoy a much needed lengthy peace, and that men and nations would strive to attain the ideals that would make life sweeter and nobler. Alas, for our hopes ! The world is again preparing for a frightful Armageddon ! The substance of men and nations is to be wasted in a ghastly and fruitless international conflict. Anxious and merciful statesmen are straining every nerve to prevent what may become the most awful holocaust in all recorded history. The youth of the world will be sacrificed. In certain countries it will march to its death gladly, to satisfy the ambitions of a distraught dictator. In other lands, the liberties of which are challenged, the flower of the race will give their lives on the altar of duty and patriotism. But for the prospect or possibility of war the democratic nations could make a determined attempt to successfully deal with the problem of unemployment and the equally important one of the equitable distribution of what is produced by men and machines.

We live in a machine or technological economy and must adjust ourselves accordingly. The craftsman whose capital and pride was his acquired skill no longer occupies the place he did. Giant machines operated by power have taken the place of the human producers of commodities for use, consumption and exchange. Long hours of exacting toil are no longer necessary to produce not only what is needed, but an abundance making possible and necessary a more generous distribution.

Public men in the United States and our own country are giving the problem of distribution very serious consideration.

They appreciate the present situation sufficiently to understand the vital need of keeping every able bodied citizen willing to work usefully employed. They are not concerned with Marxism, Fascism, or Corporatism.

What they are anxious to ascertain, is, how men and women can be put to work producing for human needs and exchange.

Mr. Roper, who, it is quite apparent, has given the question a lot of attention, strongly urges the carrying on of active research, and declared in the interview he gave the representative of the Ottawa Citizen that : "President Roosevelt is greatly interested in this problem of research." No president or head of a state in modern times has shown so keen an interest in human problems — basically economic — as the President of the United States. He has suggested and recommended schemes and plans to keep his fellow citizens employed. He has not hesitated to spend billions in the carrying out of public works projects. Yet, he is aware that spending of public monies obtained through taxation or loans cannot continue indefinitely. He has appealed to business men to co-operate in devising ways and means to provide employment for the men and women who must work in order to live.

Mr. Roper emphatically states : "We must find a more efficient method of distributing the benefits of our productive fecundity."

That is really the whole problem given in a few words.

He advocates co-operation on the part of the research bodies of the United States and the Dominion. Since there is little actual difference in the thinking and living standards of the American and Canadian peoples his suggestion is a splendid one and eminently practical.

We are told the "profit motive" makes it difficult to get modern industry to adjust itself to changed conditions. But the "profit motive" is merely another name for incentive. In seeking to promote the welfare of their fellow citizens to the utmost of their powers and abilities the President of the United States and the Prime Minister of the Dominion are not animated by a "profit motive." They welcome any suggestion and are glad to avail themselves of such co-operation as will conduce to the welfare of the citizens whose confidence they enjoy and whose happiness is their principal concern.

We know, even without the findings of a research board or individual investigation by economists and sociologists, that we can produce a sufficiency of goods and services to satisfy in the fullest measure the needs of every citizen in the commonwealth. Those who attack the present capitalist industrial system complain that when the market is glutted sales fall, prices go down and men lose their jobs. They argue from this that the capitalist industrial system is defective and should be replaced by one that would eliminate profit. To what extent have the workers in Russia, Italy, and Germany benefitted as a result of democratic capitalism being ousted in favor of rigid state capitalism, or the system of arbitrary control that prevails in certain of these countries ? The workers are certainly not better fed, clothed, and housed in the regimented states than their employed fellow workers in Hitlerland, Stalinland and Mussoliniland !

The problem is, therefore, one for the democracies to solve in their own way. If we can get employers to recognize that the highest type of citizen is the worker who is continuously employed, highly paid, and an adequate consumer, whose wants and needs can be multiplied in the degree that the machine and organization permits ; a progressively wider

Labour In The Reich

It is reported that the workers in many armament works have approached the management, through their shop stewards, with a request for cheap bacon and lard, on the same lines as the miners, but that these requests have been unsuccessful. It is interesting to note that the bacon and lard are of foreign origin and thus have to be paid for in foreign currency.

* * *

Two works report the dismissal of workers, owing to the lack of work, particularly of British orders.

* * *

Workers in a large firm in Western Germany have had to put in overtime on the western fortifications. They demanded overtime payment, but this was refused by the management. The workers then lodged a complaint, and the management called in the Gestapo to quell the ensuing disturbance. Seven of the leaders were arrested and have not yet been released.

* * *

Women workers now have to pay the "bachelor's" tax from twenty-one years of age. This is deducted from wages. To obtain exemption, they have to show

their marriage certificates to the management.

* * *

An attempt is being made to deprive of their rights former Saar miners who now draw pensions from the special miners' pension fund. These persons receive free coal, which up to now has been delivered free of charge, but those of them who live in Lorraine—and there are quite a few — are now being asked to pay 18 marks in foreign currency for transport.

* * *

Work is going on at high pressure, with a ten-hour day, in the railway workshops, which are hardly able to carry out all the necessary repairs. A shortage of material also makes the work difficult.

* * *

In order to alleviate the shortage of workers, workshops are being opened for old and disabled workers, where they can work apart from the ordinary workers, with whose rate of work they cannot keep pace. Persons on pension, even from administrative and teaching positions, are all being brought into work again, and they are afraid that they will be deprived of their pensions if they earn anything in excess of this amount.

PENSIONERS NATIONAL CONVENTION

Retired Railway Employees from 22 states held their second National Convention June 8 to 11th, in Charlotte, N.-C. Approximately 500 attended the four days' celebration.

Arthur M. Harrison, representing the Railroad Retirement Board made the principal address. Mr. Harrison said that an average of 700 Retired were dying monthly.

Cincinnati captured the 1940 National Convention which will be held some time in May.

The convention overwhelmingly voted down a resolution to become a Legislative body. They continued to live to the Standard Railroad unions handling of amendments and legislative questions.

Lakeland, Fla. offered to build 100 homes to be ready in December 1st, to rent members of the association completely furnished at \$25.00 to \$30.00 per month. New organizations are being organized in Chicago, St. Louis and Atlanta. Chattanooga Unit of the Association reported that they would hold a state celebration early in September for Tennessee. Sarasota, Fla. will hold a winter celebration for Retired, Dec. 6 to 11th. National headquarters, Tyler Hotel, at Louisville, Ky.

J. L. Stark, member of the Order of Railway conductors is president.

MUCH FARM LABOR UNPAID

Much of the labor done on farms is unpaid labor. The United States Department of Labor recently reported that most of the unpaid family labor and a large part of the hired labor on farms is performed by young persons between the ages of 15 and 24.

In 1930 more than 95 per cent of all the young men 15 to 19 years of age, and more than 70 per cent of those 20 to 24 years

of age, listed in the census as agricultural workers, belonged to one or the other of these groups.

Of a total 9,562,059 male and 909,939 female workers in agriculture, there were 1,184,784 male and 475,008 female workers of all ages in the unpaid family group ; approximately 12 per cent of all male workers and 52 per cent of the female workers were employed without pay.

The low earnings of agricultural workers and therefore of farm youth (as they form a large proportion of all farm laborers) are shown. The average annual earnings among male agricultural workers in 11 counties studied in 1936 ranged from \$178 among Negro cotton pickers in Louisiana and \$125 among white workers in a Tennessee county, to \$347 among white laborers in Pennsylvania and \$748 among orientals in Placer County, Calif. In some cases board and lodging was furnished in addition to wages, but not in a large proportion of the cases.

PULP INDUSTRY IS GROWING

Employment of more than 40,000 men has been made possible in the last few years in the Southern states by the growth of pine pulp manufacturing for paper products. The pulp is used to make paper for printing newspapers and for manufacturing bags, boxes, wrapping paper and other commodities in this line.

It is estimated that 4,000,000 cords of Southern pine wood are being consumed each year in the pulp factories of the Southern states. It is estimated that the investment in these factories exceeds \$200,000,000.

The industry is growing. Because of the large area where the Southern pine can be grown, and the immense production of pulp that will be possible as the industry develops, it is believed that eventually more than 1,800,000 persons can be supported by it. Railroads will get business from the industry.

distribution ; and that wealth cannot indefinitely remain in the sole custody of the individual citizen, we shall be in a position to synchronize consumption with production.

The State will always be grateful to the men whose efforts and abilities make life less burdensome for their fellows.

The problem of distribution has already been solved in one sphere of state activity — that of the provision made for the feeding, housing, and clothing of the members of the armed forces, which, in the economic sense, can hardly be classed as productive. Since the majority of those who toil are productive economically, they should receive that social protection to which they are entitled as wealth producers.

Capital, the orthodox economists tell us, is "accumulated labor." Unfortunately a good deal of this labor has been prodigiously wasted during the present decade. What is a still greater loss are the billions of hours given to the manufacture of munitions to destroy both men and wealth. No wonder a retired British statesman questioned the sanity of Europe !

Every Canadian will cordially endorse his opinion that : "The whole world is watching Canada and the United States — how we work out our problems by friendship and round table discussion." The problem of industrial relations and equitable distribution can be worked out by Capital, Labor and the State in the manner suggested by Mr. Roper. A Roosevelt and a Roper ; a Mackenzie King and his able colleagues can, if given the support and confidence to which they are entitled work out our problems without resorting to the methods, and pursuing the policies that have turned Europe into an armed camp.

Political Medecine Men

What Have They Done to Help the Worker? Corporatists and Communists.

By BERNARD ROSE.

Our political medicine men and new economic evangelists are earnestly and aggressively seeking to induce the gullible public to swallow their hastily prepared concoctions designed, they allege with confidence born of ignorance and egotism, to cure all social and political ills. Brickbats, plain and highly colored verbally, are thrown at the "interests" and the "parties." Cunning appeals are made to eager work seeking youth, and the dissatisfied workless of more mature age. One offers us the iniquitous corporate state à la Mussolini. Another, a Canadian version of Hitlerism; a third, the Stalin specific for an economic paradise; a fourth, a given amount each month to spend — the promises are still waiting! A fifth, a "free" parliament that will assure us a plenty without precedent.

Presumably intelligent persons voice their appreciation of the principles and programmes of the new saviours. The latter omit to tell us what they individually did in former years to get justice for the worker. What sacrifices they personally made to improve the economic and social position of the toiler. They seldom refer to the trade unions as a factor in protecting the wage earner and securing for him the consideration and recognition to which he is entitled. They make promises as glibly as the vendor of the bottle containing a potion guaranteed to cure all human ills.

They forget that experienced and intelligent workers are not easily confused and misled by rhetoric and extravagant language, as the younger and less experienced members of the community, who, somewhat discouraged following their search for employment or opportunity, are inclined to agree with the agitators and democracy baiters.

By their works and not their words we know the agitators and decryers of democracy. Not one of them, be he the premier of a province or a former diplomat, at any time, showed any real desire to help the workers by lending their aid to encourage the unorganized workers to form a union or join one already in existence. They have no time to waste discussing so trivial a matter as the advantage of joining a union.

History and experience have demonstrated the danger of permitting an individual or group to secure control of the machinery and agencies of government by investing them with supreme power. In Italy, Russia, and Germany, it brought with it a regimentation and espionage that is a virtual slavery. There is only one employer and it is the State. No opposition of any kind is allowed. There is but one party, the supreme council of the Communists, Fascists or Nazis.

The present and preceding governments have been criticized and denounced, because of their alleged apathy in the matter of dealing with unemployment and the problem of youth. The new political and economic Moseses proclaim themselves as the leaders who, immediately after getting power, or office, will solve the unemployment problem and effectively cope with the youth situation. The chief of a provincial western government got office because of the promise he made to reward the electorate in a tangible way. Finding himself powerless he has, on scores of occasions, denounced the Federal Government and the bankers. He has sponsored legislation that not only violated the sanctity of contracts but abridged in an arbitrary way the liberty of the press.

That the situation of thousands of young men is by no means a happy one cannot be denied. It would hardly be improved by the adoption of totalitarian methods. The Fascist, Communist, and Nazi youth who never knew the blessings of liberty may be content to wear a colored shirt or a military uniform, but the self reliant young American or Canadian is too independent to tolerate the regimentation and abuses inseparable from totalitarianism. We in the democratic countries have come a long way from the days when hours were long, wages low, and working conditions in mine, factory and establishment abominable.

Our unemployed youth and workless adults may be discontented, but when comparisons are made they are better off than former generations. This, of course, is no reason why we should neglect to deal promptly and effectively with our economic and social problems. But they must be dealt with in a practical way and in accordance with democratic principles.

There is hope for the democracies — little or none for the totalitarian regimes! In Canada and the United States the people are still the supreme power. If a government refuses to discuss and suggest the measures and means to adopt to help those that industry, commerce, and the professions neglect, or refuse to aid, it can be turned out and replaced by the opposition. It cannot perpetuate itself in the same way as the Hitler, Stalin, or Mussolini autocracy.

We must be alert in defending our right to govern ourselves politically, socially, and economically. The moment we become indifferent or apathetic our liberty is lost. Autocrats can only be overthrown by revolution involving loss of life.

Dictators generally seek to gain support by vindictively denouncing classes or minorities. They seldom, if ever, respect principles or undertake to protect human rights.

A virile people can at all times make its influence felt. The Canadian nation is made up of splendid human material. Given a lead it can accomplish great things. Co-operatively and collectively it can deal with, and adjust the most difficult situations.

It should be pointed out that the early pioneers depended upon themselves and not government. Their sacrifice and labor made possible the educational and other facilities available to even the poorest child. As the unions grew in number and influence they forced employers to deal with their spokesmen, and governments to implement their representations. The times in which we live are hardly conducive to rational and constructive thinking. Plans that might have been put into effect are put aside until the situation clears. The tendency within recent years has been to put the responsibility upon government. Being democratic in essence and structure, its leaders have endeavored to grapple with a serious national problem that, it might be said in all fairness, is not its concern alone. Industry, labor, and government can and should amicably and constructively discuss and prepare plans for the progressive absorption of the workless and creating opportunities for the ambitious youth of both sexes to contribute by their labor, skill or service to the nation's wealth.

A Western newspaper expresses the view that: "Those who are worried about democracy should never forget that free institutions can not be preserved by talk. Governments today, more than at any other period

There Are No Victories In War

The desire of all people, and especially the workers, for peace among the nations of the world was feelingly expressed by John A. Winant, Director of the International Labor Conference at Geneva, Switzerland.

Addressing the 353 delegates and technical advisers from 46 countries who attended the conference, Mr. Winant said:

"When I left the United States in 1935 to come here, some of my friends suggested that I should remain at home. I told them that every man would like to do that, but reminded them that years before in 1917 great numbers of us journeyed overseas on the only official foreign mission that was ever assigned to us, and that I would like the privilege of going back to Europe as an envoy of peace and goodwill. We live but once. When it is over we would all like to leave a friendlier world behind us. That I believed then. That I believe now.

"The leadership in those countries that fought in the World War is largely in the hands of men who were themselves soldiers. They know from their own experience the agonies of the battlefield and the suffering of women and children in the homeland. I want to believe that their understandings of the cruelties and hardship of war, and their love of their own people, will never permit them within this generation again to plunge the Western World into armed conflict—for

war brings no victories, but only death and mutilation and destitution and personal sorrow.

"We close the Conference of 1939 with malice toward none, with good will toward all, and we ask for peace, not bowed by fear, but with the simple courage of the soldier who stands ready to give life gladly that others may know the joy of living."

NAZI RECEPTION CAMPS FOR DEPORTED WORKERS

The International Federation of Trade Unions, in a statement issued from its headquarters in Paris, France, declares that in the District of Oppeln, in Nazi Germany, "a great reception camp has been established, where hundreds of workers, including many Sudeten Germans and Austrians, arrive daily," adding:

"They all seem to be very depressed. Each has had to sign a contract by which he undertakes to perform twelve hours work a day at a weekly wage of 25 marks. The Camp is run and guarded by soldiers.

"From the camp, groups of men are sent to the different sections of the fortifications, and workers are often heard to remark that, once the war has broken out, there will be changes."

in history, are being judged by their acts, by the results which the application of their policies produce." If the government is the State and the State the government, we have unadulterated totalitarianism. But, if the government is the people their wishes and desires can be translated into positive political action. The wish of the people is the law of the land. It is not out of place to point out that governments do not create wealth. The primary legislative and executive duty of democratic governments is to protect life, liberty, and property. They have gone far beyond this duty in response to the demands of the citizens who felt that the Government should right wrongs, social, economic, political, and redress grievances. An increasing number of persons are now employed by governments both subordinate and superior. Their salaries and compensation comes out of the pool of wealth that industry and commerce create. Machinery has made possible production on a huge scale. Unfortunately, consumption does not synchronize! Hence, the need to improve living standards by increased consumption and ever new wants. What can governments do in this regard? Unless they regiment the whole nation as the totalitarian regimes have, they cannot carry on the productive and distributive functions that in a democracy are within the sphere of private industry. I hardly think that the majority of our self reliant workers would want to permanently wear the totalitarian straight jacket!

Governments can, and should, stimulate interest in human welfare and progress. The real responsibility must be shared by capital and labor with governments rendering such supplementary or auxiliary service that its authority or resources permit. Every possible encouragement should be given private initiative and enterprise. Too much government in industry or trade benefits neither the worker nor the employer. It is quite easy for the corporatists and communists to airily promise the moon and fail to deliver, blaming for their failure governments and bankers. What is wanted, is a plan or programme, that can be put into effect without arbitrarily abridging those liberties and rights that are verily the stuff of which life is made and without which it differs little from the slavery from which mankind through the ages has struggled to emancipate itself.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis
153 ANS

Brewed in Montreal
since
153 YEARS

Public Notice

Building Trades Joint Committee

Relating to an amendment to the Constitution and By-Laws of the Building Trades Joint Committee for the Montreal District, which was approved by Order-in-Council No. 1539.

CURRENCY: The wages of employees shall generally be paid in legal currency of the Dominion of Canada.

ENVELOPES: All wages shall be paid to the employee in a sealed envelope on which shall be written his name, surname, the date of the week or period of employment and the amount contained therein; the envelope shall be initialed by the person making payment.

Any firm or company having a system of bookkeeping which does not fulfil the specifications of the Joint Committee may be required to inscribe on the envelopes handed to the employees the number of hours worked in the period mentioned and the rate per hour.

CHEQUES: However, where it is desired to make payment by cheque, such method of payment is acceptable to the Joint Committee provided that the date of the week or period of work and the employee's name

and number are inscribed thereon. Employers may secure free of charge all pay envelopes required at the Building Trades Joint Committee, 617 New Birks Building, Montreal. Telephone: PL. 9616.

THROWN OUT

The extreme sensitiveness of the Dictatorships to criticism is shown by their frequent expulsion of foreign journalists. In the past few days the Italian Government have expelled two French correspondents because they disliked the tone of their messages. The French Government have replied in kind — and the policy of mutual elimination goes gally on. So far, Italy is winning the game of attrition. Yesterday there were three French correspondents left in Rome and twenty-two Italians in Paris. The totalitarian States have found in the technique of expulsion an alternative to the Note of Protest. It is an offshoot of a controlled Press and Government propaganda. Journalists from democracies are sent to these capitals to report the facts. Their reward is the daily prospect of being shown the door. — *London Daily Mail.*

The Union Label League

How It's Done at the Trades Council in St. Paul, Minn.

The St. Paul Central Body sets aside 15 minutes of every meeting for discussion of experiences of the delegates in buying Union Label products and Union Services.

It appears that in the City of St. Paul, delegates complained of the difficulty of finding Union Label goods in the stores of their City and as a result of the situation, the Central Council decided to set aside a time at each meeting at which delegates will report their personal experiences in the buying of Union Label Goods and Services. This action on the part of the Central Council is an outgrowth of a label campaign planned by the Policy Committee of the St. Paul Labor Movement and is credited with making considerable headway in promoting the purchasing of Union Label goods and services.

It is evident that the promotion of Union Label goods and services by the St. Paul Body is considered essential, and in the best interest of the St. Paul Labor Movement.

In our City, the apathy shown by the Local unions who have union labels, shop cards and buttons is to say the least amazing. Here we have a Union Label League, which St. Paul hasn't got, and I venture to say that in no City where a label League exists is there such indifference shown by the unions who have union labels, shop cards and buttons as there is here, since the reorganization of the Label League, numerous appeals have been made to these local unions to affiliate with the Label League and assist the few local unions who have and are bearing the burden of carrying on

the work of the Label League.

Notwithstanding this fact, these local unions who have labels, shop cards and buttons, derive as much benefit as the unions who are financing the work of the League, they still refuse to join the Label League while admitting that the Label League is doing good work, since its reorganization, these unions under one pretext or another have remained outside the Label League.

In the numerous reports submitted to the Trades Council of the work carried on by the League, no notice is taken of them by the delegates, and yet delegates are present when appeals were made on their behalf to the meeting. One would naturally expect that the unions on whose behalf an appeal is made for support, that at least, the delegates representing the union in question, would elaborate on the appeal pointing out the facts in their particular case, that they seek to remedy through the co-operation of the various Trade unions. Outside of the President of the Trades Council, who on various occasions translated the reports submitted to the Council and adding his own comments in favor of the work being done by the League, no other comment is made by any of the delegates present.

It would seem as if there was an undercurrent of opposition to the success of the Label League, and yet one cannot believe that such a feeling could exist among fellow trade unionists. Especially when they are deriving the benefit of the work that is being carried on by the Label League, and yet I am advised that stranger things than that has occurred, but I hesitate to think that such a feeling could exist even among the unions who

should belong to the League, but why are they not affiliated with the Union Label League?

* * *

Union Label Purchasers' Guide

The Label League has just published their first "Official Purchasers' Guide of Union Products and Services" which is now ready for distribution to the various local unions.

The sale of these Guides is for the purpose of securing funds to enable the League to carry on the work of creating a greater demand for Union Label products and services.

The price of the Guide is 3 cts. a copy in lots of 100 or more, and we would appreciate your union placing an order for these Guides, so as that the work of the League, may be continued in the interest of our Trades Union Labor movement.

* * *

International Ladies Garment Workers' Union Still Going Strong

A union drive to organize the cloak industry in Los Angeles, California, brought 15 open shop cloak contractors into line, with provisions for a 35-hour week, wage increases averaging 20 per cent, and complete union shops. Prior to the signing of the contract some 300 workers were employed, who worked as high as 60 hours a week for miserable wages.

* * *

The Dress Makers Union in Los Angeles renewed their agreement with the Manufacturers that had expired on July 1st. For a time it looked as though the demands of the Manufacturers for a downward revision in wages and other conditions would lead to a strike, but the better judgment of the Manufacturers prevailed and they renewed their contract with the union.

* * *

Mayor La Guardia accompanied by his wife, recently attended a revised performance of 1939 Pins and Needles Musical show, and expressed his appreciation to the cast for their very enjoyable entertainment. The new sketches and musical numbers introduced into this very up to the minute show promises to make a record for the number of performances given by them.

By the way, why is not the numerous talented members of the several local unions of the Ladies' Garment Workers Union utilized for the entertainment of their members and their friends as well as for the formation of their respective unions. There appears to be no valid reason to the writer, why this talent should be left downward, when with a little initiative and energy could produce a first class musical attraction, that would prove educational as well as entertaining.

* * *

The Stage Employees, Local Union No. 56, are arranging to celebrate Labor Day, by taking part in the parade and picnic.

This Union owing to the Loews in which they are employed do not always appear.

* * *

The Official Purchasers' Guide of Union Products and Services recently issued by the Trades Union Label League of this City promises to be a great aid to the rank and file of Organized Labor and their friends in creating a larger demand for Union-Made goods and Services. The Guide is a vest pocket edition of the various labels and shop cards, and contains the names and addresses of dealers who handle Union Label goods, and furnishes Union Service, and is intended to act as a ready reference when in need of Union made products.

* * *

The Union Label is the "invention" that will pull us out of the depression.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Telephone: AMherst 5243

Narwil Shoe Co. LIMITED

Wholesale Shoe Manufacturers

2085 ST. TIMOTHEE MONTREAL

THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

The Labor World is printed on newsprint manufactured by the E. B. Eddy & Co., which is 100 per cent organized.

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL AVOCAT

57 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

Money talks louder when you buy Union Label products.

* * *

Organize Labor Unionists to advertise Union Label merchandise and to patronize Union merchandisers.

* * *

Why experiment on our economic problems when Union Labels will solve them!

* * *

The Union Label is a better sign of quality than all the advertising ballyhoo of unfair goods.

* * *

Demand the Union Label and you'll hear more about Union-made products over your radio.

* * *

If sixty thousand marchers join a New York parade for the Union Label, it should get some followers in every American and Canadian city.

MET ONE BETTER

"I met the laziest man in the world today."

"Oh yeah? How does it fell to be ex-champion?"

This Union Label



is the best guarantee that Bakery and Confectionery products are Union Made — continue to

Demand Union Made Products!

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE

ROBERT TAYLOR
HEDY LAMARR
in
LADY of the TROPICS

CAPITOL

The Star Maker
with BING CROSBY
LOUISE CAMPBELL

Added Attraction
'Undercover Doctor'
with LLOYD NOLAN

PRINCESS Theatre

BOB BURNS in
"Our Leading Citizen"

Added Attraction
"Island of Lost Men"
with ANNA MAY WONG

LOEW'S THEATRE

6th SMASH WEEK!
ROBERT DONAT
in
"GOODBYE Mr. CHIPS"
with GREER GARSON

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED

Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. LANcaster 3858

Salon de Fleurs ST-DENIS

1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)

Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux

Escompte de 10% aux lecteurs du "Monde Ouvrier"

Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7901

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes

HOW TO GET A GOVERNMENT JOB as Letter Carrier, Postal Clerk, Customs Examiner, Stenographer, etc. Free Booklet. The M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada. No agents.

RACES AT
BLUE BONNETS
AUGUST 26th TO SEPTEMBER 11th
First Race at 2.15 P.M.
(DAYLIGHT SAVING TIME)
ADMISSION 50 CENTS
MONTREAL JOCKEY CLUB
(Member of The Province of Quebec Racing Ass. Inc.)
Children Not Admitted.